

Mondialisation armée

●●● **Claude Serfati**, Versailles

Centre d'économie et d'éthique pour
l'environnement et le développement,
Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines¹

Les économistes du courant dominant ont évacué la guerre, et plus généralement la violence, de leurs analyses. Pour eux, les échanges internationaux sont, comme les échanges intérieurs, dégagés de toute forme de pouvoir, et bien sûr de pouvoir militaire. Ces échanges sont foncièrement porteurs de paix, et lorsque la guerre éclate, elle résulte en somme d'une « défaillance du marché ».

Or l'originalité de ces deux dernières décennies, qui a pris les dimensions d'un fait systémique, c'est que l'économie de prédation, qui structure ou en tout cas accompagne ces guerres, est liée à la domination du néo-libéralisme et du capital financier. Les interactions qui existent aujourd'hui entre, d'une part, la violence étatique et privée et, d'autre part, le capital financier sont différentes de celles qui caractérisaient l'impérialisme du début du XX^e siècle. On peut qualifier la période actuelle de « mondialisation impérialiste ».

Les groupes industriels des pays du Nord ont consolidé leur position et renforcé leurs liens avec le capital financier (fonds d'investissement, caisses de retraite) depuis les années '90. C'est également le cas des grands groupes qui conçoivent et produisent les armes. Pour eux, la création de valeurs pour l'actionnaire est étroitement liée au niveau des budgets militaires et sécuritaires. Or depuis 2001, leur valeur boursière a largement surpassé les valeurs des autres groupes industriels et financiers. Ils représentent, en effet, des blocs d'intérêts (créanciers, etc.) qui les poussent à user de leur pouvoir pour faciliter l'usage de la force afin de faire respecter la propriété des sites de production, l'appropriation prédatrice de terres et forêts et la captation des ressources naturelles. La conquête de territoires pour prendre le contrôle des ressources naturelles qui caractérisait l'impérialisme classique a fait place aux « guerres pour les ressources ».

Guerres pour les ressources

Le mode de production et de consommation insoutenable du capitalisme, accéléré par le néo-libéralisme, provoque la destruction des ressources naturelles et des écosystèmes de la planète. Il met

Depuis la fin du XX^e siècle, les industries militaires fusionnent et se muent en transnationales, américaines principalement. Les guerres déclenchées de part le monde ne font que renforcer leur puissance. Or contrairement à la croyance qu'ils craignent la guerre, les marchés financiers - et pas seulement les valeurs phares du pétrole et de l'armement - s'en accommodent eux aussi très bien...²

1 • Auteur de plusieurs ouvrages autour de la mondialisation armée, dont *Impérialisme et militarisme : actualité du XXI^e siècle*, Editions Page Deux, Lausanne 2005, 260 p.

2 • Article tiré de *Relations*, n° 715, Montréal, mars 2007, une revue publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de la Compagnie de Jésus, www.revuerelations.qc.ca.

directement en danger les populations du Sud. Ce qu'on appelle les « guerres pour les ressources » (les guerres de l'eau, par exemple), dont l'enjeu principal est l'appropriation des ressources naturelles d'un pays, est un élément clé des stratégies militaires actuelles.

Les Etats-Unis, principaux bénéficiaires de la mondialisation néo-libérale, portent une responsabilité particulière dans l'aggravation du militarisme et la multiplication des guerres. Ils ont renforcé leur dispositif militaire grâce à une augmentation gigantesque (plus de 55 %) de leurs budgets militaires depuis 2000-2001. Ceux-ci sont passés depuis l'élection de G.W. Bush, de 3,1 % à 4 % de leur produit intérieur brut. Les dépenses militaires des Etats-Unis ont représenté, en 2006, plus de la moitié des dépenses militaires mondiales. Les programmes destinés à la mise au point d'armes sophistiquées bénéficient d'énormes crédits de recherche-développement, qui nourrissent l'activité des laboratoires des armées et ceux des grands groupes industriels.

Cependant, les guerres menées depuis quelques années par les Etats-Unis et leurs alliés - souvent dans le cadre de l'OTAN - ne doivent pas masquer les conflits qui déchirent de nombreux pays du Sud. Au cours des années '90, ces guerres se sont multipliées et un tiers des pays classés comme « pays moins avancés » par les institutions internationales ont été engagés pendant au moins une année dans une guerre.

Dans les analyses des défenseurs de la mobilisation néo-libérale, ces guerres sont considérées comme le produit d'une « mauvaise gouvernance » (corruption, droits de propriété mal définis, faiblesse de la démocratie, rivalités ethniques, etc.) et d'un retard pris dans l'adhésion des gouvernements et des populations au processus de mondialisation.

En réalité, ces guerres - souvent qualifiées de « guerres pour les ressources », les pays en guerre étant généralement dotés d'immenses ressources naturelles - sont intégrées dans les processus de mondialisation dont elles constituent une face à peine cachée. Elles touchent tout particulièrement le continent africain.

Le cas de l'Afrique

Les canaux qui relient ces guerres à la mondialisation sont nombreux. Il y a d'abord l'implication avérée des grandes sociétés transnationales dans la production, le transport et le négoce des ressources naturelles, ressources destinées pour une grande partie aux marchés des pays développés.

Il est à peine besoin de mentionner la connexion qui a existé entre le pétrole et les guerres conduites par les pays capitalistes depuis la fin du XIX^e siècle. Cette liaison fatale s'est renforcée dans les années récentes. Les pays développés ne sont pas prêts à remettre en cause un mode de production et de consommation qui repose sur un libre accès à un pétrole bon marché.

Les doctrines de « sécurité nationale » des Etats-Unis et des pays européens intègrent désormais le recours éventuel à la force pour faire respecter le droit d'accès aux ressources énergétiques. Les conflits risquent donc de s'aggraver pour le contrôle de ces ressources, d'autant plus que la demande augmente en raison de l'industrialisation des pays émergents, industrialisation qui accroît leurs besoins énergétiques.

Les guerres permanentes dans les pays richement dotés en pétrole sur le continent africain, qui impliquent les grandes sociétés pétrolières, ne sont pas les seules. Les ressources minéra-

les indispensables à la production de biens manufacturés sont également appropriées dans le cadre d'économies de guerre et exportées vers les pays développés. Elles alimentent des guerres qui non seulement impliquent les pays voisins, mais engagent la responsabilité des compagnies occidentales.

De nombreux rapports de l'ONU et d'ONG ont largement démontré le rôle néfaste de ces compagnies dans le pillage des immenses ressources naturelles de la région des Grands Lacs d'Afrique, ainsi que dans les guerres meurtrières, en particulier en République démocratique du Congo. Les sociétés pétrolières françaises Elf et Total (aujourd'hui fusionnées) ont fait et défait les régimes au gré de leurs besoins.

Un partage de la richesse a eu lieu entre les élites militaires et politiques locales ou des pays voisins, les transnationales, les banques et autres institutions financières des pays du Nord vers lesquelles l'argent est dirigé. Les pratiques frauduleuses de ces différents acteurs se combinent pour saigner l'Afrique : les fuites de capitaux hors du continent atteignent aujourd'hui 30 milliards de dollars par an.

Prédations et pillages

Le rôle des marchés financiers est crucial dans le « recyclage » des richesses financières accumulées aux différentes étapes de la chaîne, qui vont de l'extraction/prédation des ressources, jusqu'à la vente sur les marchés solvables. La déréglementation des marchés financiers a renforcé l'opacité des transactions financières et multiplié les paradis fiscaux, deux éléments qui facilitent la circulation de « l'argent sale ». D'immenses fortunes sont ainsi placées en lieu sûr par les groupes industriels, les élites

locales, les intermédiaires rémunérés pour établir ces passerelles entre les lieux de production des ressources (le Sud) et leur utilisation (le Nord).

La guerre des Etats-Unis en Irak permet de dégager certains enseignements sur les raisons de « la longue guerre » contre les « terroristes ». Le régime d'occupation qui fonctionne en Irak organise un pillage de ressources qui satisfait tous ceux qui en sont les bénéficiaires : les sociétés pétrolières, de télécommunication, d'ingénierie (électricité, eau, système d'épuration), sans oublier bien sûr les industries de l'armement. Elle est accompagnée d'une situation désastreuse des populations.

Les centaines de milliards de dollars qui sont dépensés par les Etats-Unis n'ont rien à voir avec les programmes « keynésiens » de l'Etat providence mis en place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui visaient à réguler politiquement l'économie et à redistribuer socialement les richesses. Ils ne mettront pas fin au chaos et à la dévastation qui ont été produits par l'invasion américaine en Irak ; ils augurent plutôt la poursuite des prédations.

Cl. S.

Le pillage de l'Irak

Le président George W. Bush et le vice-président Dick Cheney ont quasiment accompli leur mission : assurer les intérêts énergétiques des Etats-Unis grâce à leur guerre en Irak. Le 26 février dernier, le cabinet du Premier ministre irakien Nuri al-Maliki a en effet approuvé le projet de la nouvelle loi irakienne sur le pétrole, qui place le pays sous une forme de tutelle américaine. Celle-ci doit néanmoins encore être acceptée par le Parlement (une pure formalité selon des observateurs avertis).

Le point crucial de la loi, c'est que l'immense richesse en pétrole du pays (115 milliards de barils de réserve sûre, la troisième dans le monde après celle de l'Arabie Saoudite et de l'Iran) se retrouvera sous l'autorité d'une organisation floue, le Conseil fédéral pour le pétrole et le gaz, et de son « comité d'experts venant d'Irak et de l'extérieur de l'Irak ». En fait, comprenant principalement des directeurs de grosses compagnies pétrolières américaines. En bref, personne ne devrait signer de contrat sans l'accord des « conseillers » pro-américains du Conseil fédéral pour le pétrole et le gaz.

Cette loi « n'est pas moins que le viol constitutionnel et le pillage de la richesse pétrolière de l'Irak », écrit le reporter Pepe Escobar, grand connaisseur de la région, dans *Asia Times Online* (www.atimes.com). « Elle représente la mise à mort de la nationalisation des ressources irakiennes (ayant eu lieu entre 1972 et 1975), maintenant remplacée par des Production Sharing Agreements (PSA), des accords de partage de production. Cela se traduira par une privatisation sauvage et des taux de profits monstres, jusqu'à 75 % pour les grosses compagnies pétrolières (Big Oil) principalement américaines (65 des 80 champs de pétrole déjà connus seront offerts à Big Oil pour exploitation). Comme si ce n'était pas assez, la loi réduit en pratique le rôle de Bagdad à un minimum. La richesse pétrolière, en théorie, sera distribuée directement aux Kurdes dans le nord, aux

chiites dans le sud et aux sunnites au centre. Pour des raisons pratiques, l'Irak sera divisé en trois minis Etats. »

Ce projet de loi a été conçu à la base par une société de conseil américaine engagée par l'administration Bush, et retouché avec soin par Big Oil, le Fond monétaire international et la Banque mondiale, sous la direction de l'ancien secrétaire à la défense Paul Wolfowitz et de l'agence USAID, explique encore P. Escobar. Sa langue d'origine est d'ailleurs l'anglais et non l'arabe.

Aujourd'hui, dans le monde, les PSA ne s'appliquent qu'à 12 % des ressources mondiales de pétrole. Aucun grand producteur du Moyen-Orient ne travaille avec des PSA ; la Russie et le Venezuela les renégocient tous. La loi irakienne serait donc une véritable aubaine pour les trusts pétroliers, d'autant plus que les réserves de l'Irak semblent très prometteuses. La plupart des réserves connues se trouvent dans le sud, dominé par les chiites, mais le désert ouest du pays n'a encore jamais été exploité ; or on avance le chiffre de 300 milliards de barils (bien plus qu'en Arabie Saoudite). Des profits énormes sont donc envisageables.

Rédaction